Ville de Port-de-Bouc

Conseil Municipal du 29 septembre 2015

La séance du Conseil Municipal de la Mairie de Port de Bouc est ouverte dans les formes réglementaires à 18 h 05, sous la présidence de Madame Patricia FERNANDEZ-PÉDINIELLI, Maire de Port de Bouc.

Madame le Maire procède à l'appel nominal.

26 présents : FERNANDEZ-PÉDINIELLI Patricia, SANTORU-JOLY Evelyne, DEPAGNE Marc, CERBONI Rosalba, BELSOLA Laurent, GIOVANELLI Béatrice, GUIRAMAND Patrick, MALARET Monique, CHAPELLE Patrice, LADJAL Mériem, PHILIPPE Louis, SIRAT Boulenouar, GIORGETTI René, SANTIAGO Michel, NOUGUE Alain, TORRES Christian, LACHAUD Dominique, GALLINA Martine, MULLER Martine, DI CESARE Stéphanie, BERNEX Claude, PINET Gérald, TETIENNE-CASANO Corinne, PEPE Virginie, DIDERO Stéphane, GIANNANTONI Jean-Christophe.

7 Absents avec procuration : TRAVERSA Marcel, DOMINI Chérifa, SAADAOUI Amar, CORTES Isabelle, DINI Manon, MICHEL Christiane, REBBADJ Saler.

GIORGETTI René *présent en début de séance, a donné procuration à Madame le Maire après son départ.*

Le quorum étant atteint, la séance du Conseil Municipal est officiellement ouverte.

Madame le Maire désigne comme **secrétaire de séance Madame Dominique LACHAUD**, qui accepte de prendre cette responsabilité.

Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 29 juin 2015

Mme le Maire.- Y a-t-il des remarques particulières sur ce compte rendu ?

M. BERNEX.- Au sujet de la SEMIPORT, est-ce qu'il serait possible d'avoir le compte rendu du Commissaire aux Comptes ou de l'expert comptable ?

Mme le Maire.- Je vous demande si vous avez des remarques à formuler sur le compte rendu du 29 juin par rapport à ce qui a été écrit parce qu'on doit l'approuver. Cela n'a rien à voir.

M. BERNEX.- Nous n'avons pas eu le temps d'examiner les comptes, mais en les voyant on s'aperçoit que l'on devrait avoir plus de renseignements. Il n'y a que le résultat de l'expert comptable...

Mme le Maire.- J'ai bien compris. Mais la retranscription dans le compte rendu, vous convient-elle ?

En ouverture du Conseil Municipal nous approuvons d'abord le compte rendu précédent.

Est-ce que vous avez une demande d'intervention ?

M. BERNEX.- Non.

Mme le Maire.- Donc on passe au vote.

Qui est pour ? La majorité.

Qui est contre ? Monsieur Bernex.

Qui s'abstient ? Les autres élus.

Je vous en remercie.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 29 juin est approuvé à la majorité

- Contre : Monsieur Bernex - Abstention des autres élus

Mme le Maire.- Nous passons maintenant à l'approbation de l'écriture du compte rendu du Conseil Municipal du 3 juillet 2015.

Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 3 juillet 2015

Mme le Maire.- Y a-t-il des remarques sur le compte rendu ?

M. BERNEX.- Je ne sais pas s'il n'y a pas une erreur d'écriture à la page 11 : « *Vu l'acquisition par la commune d'un tènement immobilier de 4.53 hectares au Grand Port Maritime de Marseille (G.P.M.M.), le 8 septembre 2014* ». D'après tout ce que vous nous avez dit jusqu'à maintenant il semblerait qu'il y ait eu deux actes, et là vu ce qui est écrit il n'y a qu'un acte.

Mme le Maire.- Vous n'avez pas compris la règle du jeu du Conseil Municipal. Je vous demande, Monsieur Bernex, si dans ce qui est écrit et dans ce que nous avons dit, en tout cas dans ce que VOUS avez dit, si vous avez des remarques à formuler sur le compte rendu du 3 juillet ?

M. BERNEX.- Oui, mais c'est une erreur d'écriture.

Mme le Maire.- Je n'ai pas de problèmes avec ce que j'ai dit, je l'ai lu et je n'ai pas de problèmes. Donc dans ce que VOUS avez dit est-ce qu'il y a un problème de retranscription, oui ou non ?

M. BERNEX.- Il y a des erreurs de retranscription, là il semblerait qu'il y a une erreur.

Mme le Maire.- Il n'y a pas d'erreur, j'ai vraiment dit cela.

Est-ce que vous avez quelque chose à dire sur ce que vous auriez dit et qui n'aurait pas été retranscrit de la façon dont vous l'avez dit ? Non ? D'accord. Maintenant on passe au vote.

Je rappelle que lorsqu'on approuve un compte rendu ce sont les paroles que l'on prononce qui sont retranscrites en sténotypie et ensuite écrites. Vous pouvez demander, lorsqu'on a un langage oral, de le transformer en langage écrit, on n'est pas obligé par exemple de mettre « oh là là », on peut demander d'enlever cette formulation parce que ça nous fait parler en français pas suffisamment soutenu par rapport aux archives qui vont ensuite rester, etc. Vous avez le droit de le formuler en séance, on peut l'approuver tous ensemble, ça peut ne pas nous poser de problème. Mais c'est sur la rédaction du compte rendu, on ne revient pas sur les débats. Si vous n'avez pas de remarques nous passons au vote.

Qui trouve le compte rendu écrit conforme à l'oral ? La majorité.

Qui s'abstient ? L'opposition dans son ensemble.

Je vous en remercie.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 3 juillet 2015 est approuvé à la majorité - Abstention de l'opposition dans son ensemble

Mme le Maire.- Nous ouvrons maintenant l'ordre du jour du Conseil Municipal avec une question diverse déposée par le groupe de la majorité.

1) DESIGNATION - ELECTION D'UN CONSEILLER METROPOLITAIN

Rapporteur : Madame Evelyne SANTORU-JOLY (*Lecture du rapport*)

(Arrivée de Mme LADJAL à 18 h 13)

Mme SANTORU-JOLY.- Ce qui me fait dire que la loi nous donne l'autorisation de bafouer la démocratie parce que si nous avions voulu nous n'aurions pas eu ce point à l'ordre du jour. Nous avons le choix de ne pas présenter cette délibération mais nous avons fait le choix d'aller jusqu'au bout de la démocratie parce que vous savez très bien que nous sommes très attachés à la faire vivre. Ainsi, cela nous donnera l'occasion de nous exprimer les uns et les autres, et aussi aux trois groupes de faire des propositions de candidatures.

Je disais que la démocratie était bafouée, on en parle depuis longtemps avec cette loi sur la Métropole, la loi NOTRe, etc. Mais de plus elle est amoindrie parce que comme vous le voyez, la commune de Port de Bouc qui compte 17 000 habitants n'aura qu'une seule représentante en l'occurrence, au même titre que des communes comme Belcodène, 1 800 habitants je crois, comme Verquières qui n'en a que 850. Vous voyez l'inégalité, mais on fera avec et on fera confiance à la personne qui représentera Port de Bouc au sein de l'assemblée métropolitaine,

mais surtout confiance à la population puisque sans elle nous n'arriverons à rien. Je pense qu'il y a beaucoup à dire sur cette question.

Mme le Maire.- Tout à fait.

M. DIDERO.- Je vais rejoindre les propos de Madame Santoru-Joly, je vais même aller plus loin mais dans votre sens. C'est un déni de démocratie, la Métropole était posée, on va être absorbés dans ce que l'on peut appeler une « usine à gaz », au bon sens administratif, on peut utiliser tous les adjectifs possibles et imaginables. Marseille va être surreprésentée.

Comme le disait Madame Santoru on a des villages qui ont le même nombre de représentants au sein de cette future entité, mais pire, aux derniers renouvellements communautaires pour la première fois les élus communautaires étaient élus au suffrage universel direct par ce qu'on appelait « le fléchage ». Ce qui fait que les oppositions, quelles soient de gauche ou de droite, pouvaient exister au sein des communautés d'agglomération, c'est-à-dire que c'était simplement le reflet de la démocratie, et là on se retrouve quelque part à revenir à l'ancien système où quelque part la Métropole ne sera pas forcément le reflet complet de ce que le peuple a choisi lors du renouvellement de mars 2014. C'est donc pire qu'un déni de démocratie, et ça devient malheureusement une habitude en France.

Mme PEPE.- Bonsoir. Tout comme vous, le devenir et la place de Port de Bouc dans la Métropole Aix-Marseille-Provence nous inquiètent. Comme tout le monde le sait, la Métropole sera majoritairement à droite comme actuellement le Conseil Général et peut-être bientôt la Région. Nous pensons qu'il serait judicieux dans ces conditions d'avoir un conseiller métropolitain issu de la même majorité, car peut-être serait-il mieux entendu et surtout écouté, et peut-être pourrait-il mieux

défendre les intérêts de notre commune pour obtenir ce qui lui revient de droit. Car avoir un conseiller métropolitain issu de la majorité municipale serait mettre Port de Bouc dans l'opposition, ce qui n'est pas forcément la meilleure situation pour être entendu. Je parle en connaissance de cause. Je ne suis pas naïve quant à l'issue de ce scrutin qui sera un vote politique plutôt qu'un vote objectif. Je vous remercie.

M. GIORGETTI.- Je tombe à la renverse suite à ce que je viens d'entendre ! D'un côté, que ce soit Monsieur Didero ou ma collègue Evelyne, on parle de démocratie, et derrière moi on voudrait encore accentuer l'inégalité, c'est-à-dire qu'il ne faut pas d'opposition dans la Métropole, c'est ce que vient de dire Madame Pepe. C'est-à-dire que la démocratie n'existerait pas. D'autant que, vous l'avez bien dit, le Conseil Général est passé à droite, majoritairement la Métropole sera à droite puisque toutes les communes, notamment les grandes, sont chez vous ; donc si l'opposition ne peut pas se faire entendre à la Métropole la démocratie en prendrait un sacré coup, on retournerait des années en arrière.

Je ne vais pas revenir sur la loi NOTRe que nous avons combattue jusqu'au bout, autant que nous avons pu, certains maires de toutes tendances l'ont combattue jusqu'au bout, mais que ce soient leurs amis à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, l'ont voté des deux mains, il faut aussi le dire, et c'est la réalité. Ils ont voté des deux mains. Je suis satisfaits que les locaux prennent une position contre, comme moi.

Mme le Maire.- Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ?

Vous ne comprendriez pas que je ne m'exprime pas sur la question. Je partage cet avis que la loi NOTRe n'est pas une loi qui permet à la France d'enorgueillir la République. La réorganisation territoriale est en train de reconcentrer les

pouvoirs, et la reconcentration des pouvoirs n'est pas signe d'une bonne démocratie. Nous avons nous, le groupe majoritaire, plutôt envie de toujours permettre au peuple d'exercer son pouvoir, le mot « démocratie », c'est le pouvoir au peuple. Mais évidemment le pouvoir au peuple demande une organisation, et l'élection municipale n'a pas donné la majorité à la droite à Port de Bouc. Ca peut ne pas vous faire plaisir, mais en tout cas jusqu'en 2020, et malgré les tergiversations qui cherchaient à démontrer soi-disant que nous étions malhonnêtes, les plus grandes instances de tribunaux n'ont pas trouvé un quelconque problème qui mettrait à mal notre honnêteté. Nous en étions convaincus, certains ne l'étaient pas, et ne le seront jamais quel que soit ce que l'on peut dire, ce n'est pas grave, c'est la vie. Cela dit, ce ne serait pas un déni de démocratie que de représenter la majorité Port de Boucaine.

Quant à pouvoir représenter la diversité de Port de Bouc, c'est impossible avec une seule voix. Dans d'autres villes où il y a quelques sièges, je pense à Martigues par exemple, ils ont pu y compris représenter la diversité de la majorité. Après il ne faut pas se tirer une balle dans le pied non plus. Je partage l'avis de Monsieur Giorgetti, localement il y a toujours des politiciens qui ont des jolis discours, mais finalement les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Après lorsqu'ils sont dans les instances dans lesquelles il faut voter, les votes ne vont pas toujours dans le sens dans lequel les habitants avaient demandé à ces politiciens-là d'aller. On en veut pour preuve la bataille menée contre cette loi depuis 2010 contre la loi Sarkozy au départ, qui est devenue maintenant une loi Hollande, mais qui finalement n'a pas énormément été changée, mais qui s'avère pire.

Aujourd'hui effectivement, Evelyne, la loi désignait d'ici le 8 octobre le Maire de Port de Bouc, comme elle aurait

désigné le Maire de Belcodène, de Verquières, etc. de la même façon.

Cela nous permet d'ouvrir le débat sur le danger que la France est en train de vivre, et sur la nécessité pour la population et les élus que nous sommes de regarder avec lucidité notre système politique, regardé avec envie dans des pays en guerre aujourd'hui, ou dans des pays en grande difficulté de dictature. Mais nous qui sommes en démocratie, comment la faisons-nous fonctionner et vers où va-t-elle ? J'en veux bien évidemment au pouvoir politique en place, ce n'est pas mon parti politique, qui n'a jamais été à la tête d'une majorité d'opinion, n'a jamais géré -comme on le fait par contre à Port de Bouc- à l'échelle de la France. Par contre lorsque nous avons participé à des majorités, même issues après la seconde guerre mondiale du Conseil National de la Résistance -et les journées du patrimoine sont en train de bien les retracer sur notre territoire Port de Boucain-, le Conseil National de la Résistance dans lequel il y avait des gaullistes, des communistes, des socialistes, et des résistants, de nombreuses avancées sociales, économiques, et même au niveau de la liberté de la presse, etc. ont vu le jour en France alors que la situation économique était particulièrement catastrophique et qu'il fallait reconstruire le pays.

Lorsqu'il s'est agi de faire des avancées supplémentaires, je pense aux années de 1981 à 1983, dans le domaine de la santé, des transports, de certains services publics, etc. la sensibilité politique à laquelle j'appartiens, et nombre de mes amis ici, élus, partagent l'opinion, voire même sont adhérents comme moi, nous avons contribué à ces avancées-là. Dès que le gouvernement a dévié des orientations décidées en commun, nous en sommes partis. Lorsque nous avons fait l'expérience de la gauche plurielle pour essayer de mettre en

place des majorités peut-être plus plurielles pour avancer peut-être dans un meilleur sens, ça n'a pas marché non plus, nous nous en sommes désolidarisés.

Que seront les élections régionales ? Je n'en sais rien. En tout cas j'insiste, et y compris en réunion de quartier j'appelle les citoyens à s'exprimer car c'est au moment des élections que l'on exprime son pouvoir en tant que citoyen. Bien évidemment le temps venu je m'exprimerai sur la question, comme beaucoup d'autres j'imagine, puisque c'est la chance que nous avons en France.

Cela dit, sur cette question bien précise aujourd'hui nous avons tenu, le groupe de la majorité, à permettre le débat démocratique parce que c'est encore aussi un acte de résistance que de ne pas laisser aller les choses, surtout quand elles ne vont pas dans le bon sens.

J'ai bien entendu les propositions de candidatures de Madame Pepe, également la proposition de Monsieur Didero, vous avez bien entendu de la part de Madame Santoru la proposition que ce soit le Maire, puisqu'en général quand il n'y a qu'un siège c'est le maire qui représente la commune, et nous proposons de l'assumer jusqu'au bout. Et comme je le dis en réunion de quartier, même s'il n'y a qu'une voix pour Port de Bouc elle sera portée. Mais je partage l'avis d'Evelyne et de René, le plus important c'est aussi la population. Il faut qu'elle n'hésite plus à s'exprimer sur la question quand elle vit, dès aujourd'hui, l'instauration d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; il va falloir la payer, et après on se retrouve seul face à son salaire, face à ses revenus minimum, pour pouvoir la payer. Et voilà les premiers méfaits. Donc on confisque la démocratie et on va encore plus faire payer les petites gens, et ce n'est pas très juste du tout.

On passe au vote.

Mme SANTORU-JOLY.- Vous avez une enveloppe avec les candidatures. Je vais faire l'appel, Eric (Simitsidis) va passer dans les allées pour vous faire voter.

(Chaque élu procède au vote)

Mme SANTORU-JOLY.- Il nous faut deux accesseurs, le plus jeune et le plus ancien : Monsieur Didero et Monsieur Philippe.

(Les accesseurs procèdent au dépouillement du vote)

Mme SANTORU-JOLY.- Un bulletin blanc, 2 voix pour Virginie Pepe, 5 voix pour Stéphane Didero, 25 voix pour Patricia Fernandez-Pédinielli. C'est donc Madame le Maire qui représentera la Ville de Port de Bouc au sein du Conseil Communautaire.

Après tout ce qui a été dit j'ajouterai que même s'il y a une majorité de droite au Conseil Départemental, comme il peut y avoir une majorité de droite à la Région, ou comme il va y avoir une majorité de droite à la Métropole, l'essentiel c'est la connaissance aigüe et pointue des dossiers portés par la Ville, mais issus du désidérata, des questionnements, et des aspirations de la population, et de la détermination des élus qui sont au sein de l'assemblée. Quand vraiment on peut voir que ça bloque -mais pour l'instant ça ne bloque pas dans l'instance où je siége- on fait appel à la population comme c'est déjà arrivé dans le passé avec une majorité de gauche. Donc peut importe la majorité, l'essentiel pour nous c'est de connaître les dossiers, d'être assez déterminés et assez convaincants, et d'avoir le poids et la force de la population sur tel ou tel projet pour les faire avancer.

Mme le Maire.- Merci, madame la première adjointe.

Vous pourrez compter sur moi pour représenter Port de Bouc dans toutes les valeurs et nos aspirations, tous les

projets que nous avons à construire ensemble, et tous ceux que nous allons continuer d'envisager l'année prochaine lors des Rencontres pour la Ville et du forum pour la jeunesse.

2) RAPPORT SUR L'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES PAR LES VILLES DE MARTIGUES, PORT DE BOUC ET SAINT MITRE LES REMPARTS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MARTIGUES

Rapporteur : Madame le Maire

Le 14 septembre dernier nous nous sommes réunis dans cette Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, où nous avons voté à l'unanimité.

Il s'agit pour cette Commission de quantifier les transferts de compétences et de faire le juste calcul ensuite de l'attribution de compensations aux Communes.

Ceci nous a été sommé par la circulaire du ministre de l'intérieur du 25 février 2000.

Vous avez reçu le premier tableau qui stipule quelles sont les répartitions de l'attribution de compensation pour les trois villes, pour un montant total de 106.637.339.51 euros. Pour la Ville de Port de Bouc c'est 10.663.957.60 euros.

La restitution de la compétence action sociale pour un montant de 617.870.00 euros pour la Commune de Port de Bouc, parmi un montant total de 4.100.000.00 euros.

Il y a aussi une démutualisation du service Ecologie urbaine et risques majeur en direction de la Ville de Martigues pour un montant total de 107.981.00 euros, et ça ne concerne que Martigues.

Il y a le FPIC, c'est la subvention que les Villes doivent verser ou recevoir dans le cadre d'une péréquation horizontale en fonction des nécessités ou des capacités

contributives des Villes. Je vois vos regards très interrogateurs lorsque vous observez que la Ville de Port de Bouc doit verser 751.898.00 euros. Nous en avons déjà parlé, c'est dû à la moyenne des revenus médians et potentiels financiers des trois communes. Vous le savez, c'est comme quand on a 20/20 et qu'on a 0/20, la moyenne c'est 10. Nous sommes très bas, Martigues est très haute, comme Saint-Mitre, donc artificiellement ça nous augmente notre potentiel financier, et donc nous sommes non pas attributifs mais contributifs. Je ne désespère pas avec la Métropole puisque ce sera pris commune par commune, étant entendu que les communautés d'agglomération n'existeront plus, la seule collectivité intercommunale sera la Métropole, j'espère que ce FPIC n'existera plus pour Port de Bouc, et j'espère avoir, en tout cas je le souhaite, une attribution par péréquation horizontale.

La page qui suit fait le détail de ce qu'il reste finalement à attribuer, puisque nous avons réalisé cette CLECT le 15 septembre, et qu'il reste du 15 septembre au 31 décembre la période considérée pour l'action sociale. Les sommes sur la deuxième colonne sont modifiées pour chaque ville.

Sur la colonne de Martigues, pour la démutualisation du service Ecologie urbaine et risques majeurs aussi.

Par contre la première colonne qui est l'attribution de compensation 2015, et la dernière colonne qui est la prise en compte du FPIC, n'évoluent pas.

Au final les sommes sont corrigées, pour la Ville de Port de Bouc l'attribution de compensation révisée s'élève à 11.570.323.10 euros par cette CLECT.

Nous avons observé et travaillé cette question en Commission des Finances et il n'y a pas eu de remarques particulières.

Avez-vous besoin de vous exprimer sur cette question en Conseil Municipal ? Pas d'observations particulières, je vous propose que nous passions au vote.

Qui est pour accepter cette répartition ? La majorité + le groupe de Monsieur Didero.

Qui s'abstient ? Le groupe de Madame Pepe.

Je vous remercie.

Le point n°2 est adopté à la majorité + le groupe de Monsieur Didero - Abstention du groupe de Madame Pepe

3) VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE (SIVU) DU PAYS DE MARTIGUES

Rapporteur : M. Marc DEPAGNE

C'est la suite logique de ce que vous venez de nous présenter, Madame le Maire (*Lecture du rapport*)

Ce point a été examiné par la Commission des Finances et n'a fait l'objet d'aucune remarque.

Mme le Maire.- Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. DIDERO.- J'ai un doute par rapport à la représentativité de Port de Bouc, par rapport au nombre de personnes qui nous représentent au SIVU. Est-ce que vous avez la répartition par rapport à Saint-Mitre et Martigues ?

Mme le Maire.- Vous voulez dire la proportion de représentants au niveau du SIVU ?

M. DIDERO.- Oui.

Mme le Maire.- Nous sommes à égalité, parce qu'il existe aussi des personnes qualifiées, des associations, et ces personnes-là ne sont pas considérées comme représentant une commune. En tant qu'élus nous sommes à égalité.

Pas d'autres remarques ? (*Aucune autre remarque n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité + le groupe de Monsieur Didero.

Qui s'abstient ? Le groupe de Madame Pepe.

Je vous en remercie.

Le rapport n°3 est adopté à la majorité + le groupe de Monsieur didero - Abstention du groupe de Madame Pepe

**4) TELETRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE :
CONVENTION ENTRE LA VILLE ET L'ETAT**

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Qui est pour ? L'unanimité. Je vous remercie.

Le rapport n°4 est adopté à l'unanimité

**5) DECISION MODIFICATIVE N°1 : BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES
HAUT DE ST JEAN**

Rapporteur : M. Patrick GUIRAMAND (*Lecture du rapport*)

Ce point a été examiné par la Commission des Finances.

Mme le Maire.- Par contre, au sein de la Commission des Finances nous avons eu un petit débat sur la question pour savoir pourquoi maintenant nous mettons en place un budget annexe pour le lotissement « les hauts de St Jean ». La précision a été apportée. Ça s'appelle de l'optimisation financière et budgétaire. La ligne de trésorerie ne supporte que très peu d'intérêts, par contre lorsque l'on fait un crédit, un emprunt, les annuités d'emprunt sont beaucoup plus élevées que celles d'une ligne de trésorerie. Tant que nous avons pu le

garder sur la ligne de trésorerie nous l'avons gardé, maintenant que nous recevons en termes de recettes le produit de la vente de chacun des terrains, nous ouvrons ce budget avec un emprunt, comme l'a dit Patrick, le plus court possible pour que les intérêts de cet emprunt pèsent le moins possible sur le budget. C'est de l'optimisation financière.

Y a-t-il des demandes de précision ?

M. BERNEX.- Une certaine somme a déjà été donnée pour les Hauts de St Jean quand a été fait le VRD, etc. Je voudrais juste une précision, les 3 millions que vous demandez, pourquoi vous faites un emprunt étant donné que vous allez avoir de l'argent ?

Mme le Maire.- Parce qu'on ne l'a pas encore.

M. BERNEX.- Par rapport à la première fois...

Mme le Maire.- C'est l'ouverture du Budget Annexe. Dans l'écriture du Budget Annexe, étant donné qu'on ouvre un budget il faut y placer l'argent pour de vrai. Ça ne peut pas rester sur la ligne de trésorerie, sinon on va prendre notre ligne de trésorerie que l'on va mettre dans le budget, ce n'est pas possible, il faut que l'on garde la ligne de trésorerie. Donc on place l'argent et on le remboursera ensuite avec les recettes des produits de vente. A partir de là le remboursement sera fait aux banques.

Y a-t-il d'autres demandes de précision ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité + le groupe de Madame Pepe.

Qui s'abstient ? Le groupe de Monsieur Didero.

Je vous remercie.

Le rapport n°5 est adopté à la majorité + le groupe de Madame Pepe - Abstention du groupe de Monsieur Didero

6) CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE CCDI LE MELIES

Rapporteur : Mme Martine MULLER (*Lecture du rapport*)

Vous avez la convention pluriannuelle (*Lecture de la convention*)

Mme le Maire.- Merci. Je pense que le rapport était fort complet. Il a fait l'objet d'une discussion sous forme de question diverse à la Commission des Finances de façon à permettre les précisions ce soir en Conseil Municipal.

Y a-t-il des demandes de précision ou des interventions sur la question ?

Mme PEPE.- C'est plus un prêt à 0 % qu'une subvention puisque vous récupérez tout au long de l'année.

Mme le Maire.- On ne récupère pas tout, on aide un peu quand même.

Mme PEPE.- Vous avancez la somme et vous la récupérez sur trois ans.

Mme le Maire.- Un peu moins que la somme. Vous avez tout compris, Madame Pepe.

M. DIDERO.- Un petit élément sur la forme et le fond. La prochaine fois s'il était possible de recevoir en même temps que le Conseil Municipal. Parce que du coup j'allais vous poser une question sur les 50 000 euros de subvention exceptionnelle qui représentent 40 % de la subvention qui leur est allouée, mais quelque part j'ai eu la réponse à la lecture qui vient d'être faite.

J'avais deux petites questions : quand on nous parle de montée en charges financières, est-ce qu'il y a un caractère exceptionnel à la chose ou est-ce que c'est quelque chose de prévisible ?

Deuxièmement, il est évoqué, je cite «...*tout en définissant en commun des champs d'actions prioritaires* », c'est encore le débat des budgets qui sont de plus en plus maigres à tous les niveaux, mais quand on dit qu'il y a des champs d'actions prioritaires est-ce qu'il n'y a pas un risque pour la culture à Port de Bouc que quelque part on fasse passer à la trappe d'autres actions qui ont pu exister jusqu'à présent ?

Mme le Maire.- D'abord ce n'est pas du tout notre souhait, mais vous comprenez bien que lorsque l'on fait une convention d'objectif il faut à un moment donné, notamment pour le 150^{ème} anniversaire l'année prochaine, ne pas envisager une seule seconde que le cinéma n'y participe pas.

Après -mais on peut ouvrir le débat, je suis ouverte à la question- il ne nous semble pas être dans une posture de réprimande, ou de répression, ou de contenir la culture lorsqu'on leur dit « *participez au 150^{ème} anniversaire* », ensuite ce sont eux qui déterminent leur participation, comment, avec quels thèmes, pour faire quoi, avec qui, etc. Mais c'est impossible pour une municipalité de donner de l'argent de façon exceptionnelle et de façon assez conséquente sur un budget sans à un moment donné dire aux partenaires qu'on a vraiment besoin qu'ils n'oublient pas dans leur programmation d'être présents sur des grandes thématiques de la municipalité. D'autant que pour les TAP nous sommes en train de faire un bilan qui dépasse les 350 000 euros, nous en sommes à 369 000 euros. Entre parenthèse, l'Etat n'a pas encore donné ses 50 000 euros.

Donc la nécessité pour une association de pouvoir être présente est importante pour le champ culturel. Nous ne nous sommes jamais permis de dire *vous faites cela comme cela*, et nous ne le ferons jamais. Par contre demander à nos partenaires culturels d'être présents il nous semble que c'est la moindre des choses. J'espère avoir répondu à votre crainte.

M. DIDERO.- Oui.

Mme le Maire.- Excusez-moi, quelle était votre première question ?

M. DIDERO.- Par rapport à la montée en charges.

Mme le Maire.- C'est inscrit dans le rapport, c'est beaucoup lié au passage du numérique... Excusez-moi, ce n'est pas écrit. En fait, par rapport à l'apparition des multiplex, notamment le Palace à Martigues ou à Plan de Campagne, les jeunes sont très attirés pour aller dans ce type de cinéma, on les comprend très bien parce qu'on ne peut pas toujours non plus être captif de sa propre ville. Par contre, pour essayer de continuer d'exister il faut quand même que le cinéma puisse offrir un service attractif, le numérique avec la possibilité de projeter en 3D paraît être quelque chose de minimal. Parce que si on n'est même plus sur la technologie actuelle, pour les jeunes et pour les gens c'est dépassé.

Donc il y a eu des coûts, certaines répercussions, une organisation, des travaux à réaliser, etc. Maintenant que nous sommes dans le numérique j'espère qu'on ne va pas tout de suite inventer une technologie qui nous ferait enrayer tout cela. C'est essentiellement dû à cela. C'est pour cela que ça devrait structurellement se mettre en place.

Mais cela a eu un impact assez important sur le budget du cinéma, énormément. Après ça ne demande plus la même gestion, c'est à eux de s'organiser. En tout cas nous ne baissons pas notre acte d'accompagnement et l'engagement que nous avons reconduit au-delà du financier.

M. BERNEX.- Par rapport au provisionnel du début d'année qui était à 130 000 euros, je pense que le prévisionnel indiquait qu'ils passaient au numérique, ou qu'ils y étaient déjà, ou que le numérique provoquait un surenchérissement, etc.

Mme le Maire.- 130 000 euros, vous voulez dire notre subvention ?

M. BERNEX.- Oui.

Mme le Maire.- Ils n'ont pas que 130 000 euros.

M. BERNEX.- Non, autrement ils ne s'en sortiraient pas.

M. BERNEX.- Comment se fait-il que d'un seul coup on s'aperçoive au mois de septembre...

Mme le Maire.- Non, ce n'est pas d'un seul coup. On écrit dans la délibération que c'est structurel, donc il arrive un moment où lorsqu'on n'arrive plus à enrayer ce déficit, qu'on le cumule, que parfois même les charges augmentent... c'est ce qui se passe pour eux, d'ici la fin de l'année ils étaient en grande difficulté d'existence. C'est le coup de pouce que nous leur donnons mais ça ne leur suffira pas, il va falloir qu'ils cherchent les moyens de limiter leurs charges. Si vous voulez ce n'est pas un blanc-seing pour les sauver à tout prix, nous voulons les aider à se sauver, mais d'un autre côté on leur demande de faire des efforts. Nous avons quand même pris en compte une augmentation de charges parce que c'est difficile. Il s'agit de contenir le plus possible et d'essayer de faire disparaître ce déficit structurel parce que sinon l'avenir est plus que compromis. Or, nous voulons les accompagner pour que le cinéma ne disparaisse pas.

M. DIDERO.- Par rapport à l'article 2 de la convention, durée de la convention « *la convention prend effet au 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 4 ans* », ce n'est pas 2016, parce qu'il y aurait un effet rétroactif à la convention ?

Mme le Maire.- Nous avons pris l'année 2015, donc 2015, 2016, 2017, 2018. En 2015 on verse quand même les 50 000 euros, donc on ne peut pas dire janvier 2016.

M. DIDERO.- Ca voudrait dire qu'on vote avec un effet rétroactif.

Mme le Maire.- Pourquoi pas, parce que de toute façon sur l'année 2015 vous pouvez remarquer qu'on ne les oblige pas à avoir un plafond de charges.

M. SIMITSIDIS.- On aurait dû mettre « exercice budgétaire 2015, 2016, 2017, 2018 ».

Mme le Maire.- Pourquoi pas, mais on les a déjà subventionnés en 2015.

M. PINET.- Comme on l'a déjà voté en Commission des Finances hier je pensais que la convention d'objectifs s'inscrivait dans une démarche vertueuse, si j'ose dire, qui correspond à un progrès dans la gestion des associations, et celle-ci en fait partie. Est-ce qu'il n'y a pas une extension possible à d'autres organismes ?

Mme le Maire.- Tout à fait, c'est l'objectif de la Commune parce que nous avons déjà mis en place une charte avec les associations. Le pas supplémentaire maintenant je dirais que ce sont des engagements mutuels sur la durée. Le travail est en cours sur toutes les structures culturelles et sportives pour commencer, dans quelque temps la suite arrivera à votre décision.

Mme PEPE.- Ceux qui ont des grosses subventions.

Mme le Maire.- L'utilisation de l'argent public devient de plus en plus délicat. Nous avons déjà des conventions au-delà de 23 000 euros perçus, donc des conventions d'objectifs s'ajoutent ; mais c'est délicat de verser de l'argent public à des associations qui ne présenteraient pas leur bilan financier, leur bilan moral, et leur rapport d'activité. Donc il faut préciser les conditions. Nous serons amenés à vous le proposer à la décision.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous remercie.

Le rapport n°6 est adopté à l'unanimité

7) DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT POUR LE PLAN NUMERIQUE POUR L'EDUCATION

Rapporteur : Mme Monique MALARET (*Lecture du rapport*)

Ce projet d'équipement numérique et de mise en place des infrastructures des services permettant les usages pédagogiques dans un cadre sécurisé, en lien avec le collège, vise trois objectifs :

Le premier objectif : recourir au numérique en direction des élèves et de leurs parents,

Le deuxième objectif : intégrer le numérique dans l'enseignement,

Le troisième objectif : le numérique au service du parcours scolaire individualisé. Il s'agit du recours au numérique dans les séquences interdisciplinaires, ainsi qu'en cours ordinaire, pour proposer des activités en ligne, des recherches, des productions individuelles ou en petits groupes, ainsi que des temps d'évaluation ou d'auto-évaluation en fonction du niveau et des compétences de chaque élève, dans le cadre d'un parcours adapté et différencié.

Le coût global prévisionnel s'élève à 67 500.00 euros pour une participation exceptionnelle du ministre de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche à hauteur de 54 000.00 euros.

Mme le Maire.- Merci, Monique, pour toutes les précisions que tu apportes, des lectures que tu fais des

documents qui nous sont transmis pour pouvoir émarger au dispositif. Tout n'est pas écrit, mais lorsque les élus de la majorité travaillent et qu'ils présentent leur rapport à la délibération du Conseil Municipal, ils en profitent pour toujours donner des précisions qui nous permettent parfois de mieux contextualiser la situation de vote. Je te remercie donc de toutes ces précisions, Monique.

Y a-t-il des demandes d'intervention ou de précision ?

Mme PEPE.- C'est une belle proposition que vous nous faites ce soir. Est-ce que c'est sous forme de tablettes que les enfants emporteront chez eux ou qui resteront à l'école ?

Mme le Maire.- Comme on vient de vous le dire c'est un plan d'équipement des écoles élémentaires et maternelles, la tablette c'est le plan d'équipement des collèges et cela concerne donc le conseil départemental. Comme vient de vous le dire Monique, nous allons équiper les salles et le travail en classe. Nous ne sommes pas en capacité d'équiper les élèves à chaque rentrée, nous n'avons pas les moyens de le faire. En tant que tel, le plan numérique national de l'Education Nationale ne le prévoit pas. Dans certaines communes il existe des « marques » qui viennent proposer leur tablette, la première année gratuitement, et l'année qui suit si on n'est pas en capacité de suivre pourquoi cette génération et pas les autres. C'est assez compliqué. L'essentiel étant la possibilité de savoir l'utiliser, dès qu'on est mis en situation d'être devant un matériel numérique de savoir s'en emparer. Il existe aussi dans un prolongement nos espaces publics numériques au sein de la Maison de Services au Public qui peuvent être utilisés en dehors du temps scolaire par exemple. Mais pour l'instant il n'y a pas de tablettes non plus.

Y a-t-il d'autres demandes de précision ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°7 est adopté à l'unanimité

8) CONTRAT DE VILLE COMMUNAUTAIRE 2015/2020

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY

Il s'agit du Contrat de Ville Communautaire puisque vous savez que depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale les Contrats de Ville sont communautaires, cela fait 30 ans que la Ville émerge à ces dispositifs Politique de la Ville, et bien sûr aujourd'hui on continue dans le cadre communautaire (*Lecture du rapport*).

Les luttes contre les discriminations : au conseil communautaire on a voté l'intention de travailler à un plan de lutte contre les discriminations (*Lecture du rapport*)

Dans le prolongement du Contrat de préfiguration du Contrat de Ville, il a été proposé de signer ce Contrat de Ville, ce qui a été fait vendredi dernier en présence du sous-préfet d'Istres, Monsieur Sénateur, des collectivités signataires, c'est-à-dire le Conseil Départemental, Madame Vassal était représentée, du Conseil Régional, Monsieur Vauzelle était représenté, et des partenaires comme des bailleurs ou autres.

La signature administrative prendra effet une fois la délibération approuvée, ce que je vous demande de faire aujourd'hui.

Mme le Maire.- Pour des questions d'agenda, lorsqu'on doit rassembler de nombreux représentants institutionnels, parfois les dates ne coïncident pas. Mais de toute façon, administrativement, comme vient de le dire Madame la 1^{ère}

adjointe, tout ne peut être officialisé qu'à partir de la décision de ce soir.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. DIDERO.- De manière générale sur la notion de Politique de la Ville, depuis 30 ou 40 ans au niveau national, que ce soit des gouvernements de gauche ou de droite, il y a souvent des effets d'annonces qui sont faits sur la Politique de la Ville. Certains gouvernements ont pu créer un ministre de la ville, ou un secrétaire d'état en charge de, et on se rend compte que c'est souvent une coquille vide parce que même si certains fonds sont débloqués ce n'est pas suffisant au niveau national pour la ville. Par exemple au sens des quartiers défavorisés c'est souvent une coquille vide parce que les subventions ne sont pas à la hauteur de ce qu'il faudrait investir. Je ne veux pas parler d'un plan Marshal pour les quartiers ou pour la Ville, mais il y a beaucoup d'effets d'annonces au niveau de l'Etat depuis 30 ou 40 ans, et il y a souvent des échecs derrière dans l'application faute de budget conséquent sur des sujets qui nécessiteraient plus d'interventionnisme financier.

Mme SANTORU-JOLY.- C'est vrai que les ambitions sont affichées chaque fois, et c'est la même chose pour cette loi de programmation sur la Politique de la Ville. La mission affichée est de réduire les inégalités et de corriger tout ce qui fait que les habitants vivent plus mal dans un quartier que dans un autre. Sauf que derrière les ambitions affichées il y a le concret. Nous avons toujours émergé à ces dispositifs parce que ça apporte un plus aux populations, mais ce n'est pas la panacée, ça n'a pas réduit les inégalités pour autant. Je dirais que ce n'est pas seulement la faute aux moyens mis à la disposition de cette loi de la Politique de la Ville, même si on peut en parler, et j'y reviendrai peut-être, mais c'est surtout

aussi les débouchés ; si derrière il n'y a pas d'emploi, s'il n'y a pas de développement économique... parce que pour réduire les inégalités il faut que chaque famille ait des ressources convenables pour vivre. Ce que nous espérons à Port de Bouc c'est de sortir des dispositifs Politique de la Ville, ça voudrait dire que tous les habitants de Port de Bouc auraient les ressources suffisantes pour manger, s'habiller, aller à l'école, voire à l'université pour certains qui ne peuvent pas y aller faute de moyens, etc.

Je reviens sur le corps de cette loi et la nouvelle qui nous prive d'un quartier prioritaire, le quartier des Amarantes. Des démarches ont été faites, on continue. Nous avons déjà obtenu de la part du Département, malgré que ce soit une majorité de droite, que dans le cadre du droit commun on viendra en aide au quartier des Amarantes puisque nous avons rencontré Madame la présidente du Conseil Départemental là-dessus, et nous suivrons de près tout ce qui pourra être fait par les différentes collectivités pour venir en complément des financements de l'Etat. Mais je suis d'accord avec vous pour dire que les financements de l'Etat sont en deçà des besoins.

Mme le Maire.- Permettez-moi de nuancer. Même si je suis d'accord avec ce que vient de dire Madame Santoru, la Politique de la Ville est censée corriger des inégalités sociales ou territoriales. Mon exposé se place dans le cadre où de nombreux politiciens ne cessent de fustiger la Politique de la Ville, et je m'insurge en faux ; il faut arrêter de tirer à boulets rouges sur la Politique de la Ville, ce n'est pas juste. La plupart des communes, et nous en sommes un exemple vivant, lorsque nous recevons 1 euro de la Politique de la Ville c'est 1 euro utilisé.

On a souvent dit qu'il y avait de l'argent qui était gaspillé, c'est faux, en tout cas pas sur Port de Bouc ; que la

Politique de la Ville ne permet pas d'intervenir, mais aujourd'hui au-delà de la vie dans le quartier des Amarantes, si vous regardez les bâtiments des Amarantes, ils sont beaux, si vous regardez le cheminement qui permet de partir de la Place des commerces et de monter jusqu'en haut vers l'avenue Pablo Neruda, c'est agréable à vivre. D'autres problèmes se greffent, mais ces problèmes-là ce n'est pas la Politique de la Ville qui va les régler, c'est la répression policière, c'est la « brigade des stup' », si vous voulez bien comprendre ce que je veux dire, ça n'a rien à voir avec la Politique de la Ville. Par contre dans le quartier, des personnes qui perdraient confiance en elles, ou ailleurs dans d'autres quartiers qui perdraient confiance en elles tout simplement parce qu'elles ne trouvent pas d'emploi ; souvent ce n'est pas la faute de la personne quand elle ne trouve pas d'emploi. De plus en plus de diplômés sortent et ont du mal à avoir un emploi durable, pourtant ils sont allés à l'école et ils sont diplômés. Vous comprenez bien que pour ceux qui sont en échec, ce soit plus compliqué. Mais après ces personnes-là se recroquevillent sur elles-mêmes parce qu'elles ont l'impression de ne plus être compétentes, de ne plus être dans le coup, c'est là où intervient la Politique de la Ville pour la dignité de la personne. Recouvrer confiance en soi pour repartir à la recherche et peut-être même prendre une dimension citoyenne qui permet de comprendre à cette personne que ce sont peut-être des choses qu'elle doit changer en elle-même, mais c'est aussi peut-être la société qui doit changer, c'est la société qui n'est peut-être pas adaptée à la majorité des gens qui ont besoin de travailler et qui ne sont pas nés avec une cuillère d'argent entre les dents. La Politique de la Ville est chargée de faire cela.

Dans toutes les villes que je connais qui bénéficient de la Politique de la Ville.. je vais parler des Bouches du Rhône

parce que j'échange avec des collègues maires d'ailleurs mais je ne vis pas au quotidien avec eux, comme on a pu vivre avec les maires ces dernières années notamment pour la lutte contre la Métropole où on se voyait de plus en plus souvent. Quelle que soit l'étiquette politique du maire, je ne connais pas de villes qui aient mal utilisé la Politique de la Ville.

Assez de moyens, pas assez de moyens, ça servirait à quoi de mettre 4 milliards de la Politique de la Ville -je suis d'accord avec toi, Evelyne- si au bout du compte quand on reprend confiance en soi il n'y a quand même pas de travail en face. Ça servirait à quoi ? C'est la grande question.

Je dois dire que les problèmes dans les quartiers proviennent aussi de la politique d'attribution des logements des bailleurs sociaux, les municipalités que nous sommes nous battons pour participer à la commission d'attribution. Rosalba en parlerait mieux que moi, ça devient compliqué de se faire entendre, cela fait déjà quelques années mais là ça va être de plus en plus compliqué puisque c'est la Métropole qui va siéger aux commissions d'attribution. Il va falloir se battre pour être encore présents pour défendre les dossiers des Ports de Boucains. Une politique d'attribution de la part des bailleurs sociaux qui ne cherchent pas la mixité sociale, qui n'essayent pas à un moment donné de demander aussi des déplafonnements, c'est ce que nous sommes en train de demander ; c'est-à-dire la possibilité pour un employé communal qui dépasse le plafond - pourtant les plafonds ne sont pas très hauts, les employés communaux touchent 1 200 ou 1 300 euros, ce n'est pas énorme, mais ils ne peuvent pas accéder au logement social, ce n'est pas juste, ça écarte une population du logement social.

Donc je pense qu'il faut arrêter de tirer à boulets rouges sur la Politique de la Ville. Nous ne serons jamais les derniers pour demander des moyens. Au Conseil Municipal vous

voyez le nombre de demandes de subventions et de moyens que nous formulons, mais tout n'est pas non plus dans les demandes de moyens dans les demandes de la Politique de la Ville. Il faut une politique ambitieuse d'industrialisation de notre territoire qui prenne en compte les nouveaux développements durables, les nouveaux débouchés, et qui permet à certaines entreprises de se réorienter ; et non pas quand on va en préfecture demander comment a été utilisé le CICE... je ne doute pas que les entreprises de Port de Bouc aient réussi à équilibrer leurs comptes grâce à cela, et c'est tant mieux, ce n'est pas l'objectif, mais c'est au moins ça, mais des grandes entreprises doivent rendre des comptes. Mais quand on va demander des comptes en préfecture sur de l'argent public on nous dit que cela ne nous regarde pas ; 40 milliards, 28 milliards levés aux collectivités, 40 milliards donnés dans le monde économique. Ce n'est pas juste, c'est de l'argent public, ce sont vos impôts qui sont redistribués dans des entreprises, c'est normal que l'on sache ce qu'elles en font ; Si c'est pour dire que c'est un équilibre dans les très petites entreprises ça prouve bien qu'il y a des problèmes de fiscalité sur les entreprises, et qu'il faut revoir la fiscalité des très petites et des petites entreprises. Si le CICE aide aussi au niveau de la fiscalité des très très grandes entreprises il y a peut-être aussi autre chose à voir parce que par contre elles ne sont pas en déficit, ça joue bien en bourse et il y a bien de l'argent brassé.

Par contre, la seule conclusion que nous avons trouvée c'est de regarder les chiffres du chômage. Quand nous recevons les habitants de Port de Bouc dans nos permanences ils en sont presque à nous dire « *s'il vous plait embauchez-moi à la Mairie parce que je ne trouve pas ailleurs* », comme s'il n'existait qu'un seul employeur pour les Port de Boucains qui serait la Mairie ! C'est grave parce que je n'imagine pas que tous les

Port de Boucains lorsqu'ils sont enfants rêvent de travailler à la Mairie, ce n'est pas possible, c'est une solution de repli, c'est dramatique !

Donc la Politique de la Ville et rien que la Politique de la Ville. Par contre c'est la politique de Notre Ville parce qu'on ne doit oublier personne sur le bord du chemin, ni les personnes en très grande difficulté, ni les personnes moyennes, ni le monde économique de la commune, ni les très grands riches, mais je n'en connais pas.

Donc attention à des discours un peu trop globalisants qui laisseraient à penser que ce serait social de parler comme cela, mais qui en fait peuvent se retourner contre nous-mêmes parce qu'on a bien besoin de la Politique de la Ville et la DES, et ce n'est quand même pas inintéressant sur le territoire de Port de Bouc.

M. BERNEX.- Lors de la réunion on nous a présenté les sommes qui ont été allouées dans la période 2007 à 2014, mais à mon souvenir je n'ai pas vu de sommes de 2015 à 2020, où sont-elles ?

Mme le Maire.- Ca va venir, il y a des appels à projets, etc. Nous votons chaque année, avant ça s'appelait le CUCS, là c'est le contrat. N'oubliez pas que l'on sait déjà quelle somme on va mettre en 2020, ce n'est pas possible.

M. BERNEX.- Je ne parle pas de cela, pour 2015 par exemple.

Mme le Maire.- On a vu 2015.

Mme SANTORU-JOLY.- On l'a vu lors de l'avant-dernier Conseil Municipal. Il y avait eu une réunion avec tous les porteurs de projets où on a lancé l'appel à projets auquel ils ont répondu et on a voté le Contrat de Ville pour 2015.

Là c'est voter pour 2015 à 2020 la globalité, et ensuite chaque année on va travailler avec les porteurs de projets qui ne seront peut-être pas toujours les mêmes, il y en aura certainement des nouveaux, et chaque année il y a un appel à projets.

Mme le Maire. - Y a-t-il d'autres demandes de précision ?
(Aucune demande n'est formulée)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°8 est adopté à l'unanimité

9) MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : Mme le Maire (*Lecture du rapport*)

C'est donc mettre en adéquation les orientations, nos paroles avec nos actes.

A la veille de l'institution de la Métropole il nous faut d'ores et déjà flécher tout cela afin de ne pas pouvoir se le faire enlever.

Pour la zone à urbaniser vous voyez la ZI de la Grand Colle, vous allez vers le quartier des Arcades sans remonter vers le camping, et là vous avez une grande portion de terrain sur laquelle il est possible d'implanter de l'habitat, d'imaginer de relier les différents éléments entourant le quartier habité, et de requalifier le cadre de vie des habitants qui, parfois, se sentent un peu à l'écart de la vie de Port de Bouc, mais aussi des travailleurs de la Zone Industrielle, des vacanciers qui sont sur le camping de la Mérindole l'été, et de proposer à tous des services communs, en un mot recréer un quartier, un centre de vie.

L'idée c'est de poser d'ores et déjà nos grandes orientations d'aménagement sur cette zone à urbaniser puisqu'il

pourrait y avoir des velléités à la conserver en développement économique. Or, nous ne percevons plus de taxe professionnelle, je ne sais pas demain quels types d'activités peuvent s'implanter à proximité des villas en toute tranquillité, donc nous préférons fléchir d'ores et déjà de l'habitat, conformément aux discussions que nous avons eues avec les habitants qui nous ont dit « faites attention, Madame le Maire, pas de bruit d'usine, de l'habitation d'accord mais pas de bâtiments ». Personne ne veut des bâtiments, nous sommes tous d'accord là-dessus à l'unisson dans la ville. Donc de l'habitat de qualité qui permet cette diversité, et dans le quartier recréer un cœur de quartier. Je sais que Monsieur Sirat y est très attaché pour parcourir le quartier en long, en large et en travers et s'adresser à ses voisins non moins amis.

(Courte intervention de Monsieur Sirat inaudible)

Avez-vous besoin de précision ?

Mme PEPE.- C'est un peu un garde-fou par rapport à la Métropole, à la compétence qu'ils vont récupérer sur l'aménagement. C'est une bonne chose.

Par contre est-ce vous pouvez développer « rééquilibrer le logement social sur la ville », c'est-à-dire ?

Mme le Maire.- Nous sommes à 48 % de logements sociaux, il faut donc rééquilibrer.

Mme PEPE.- En fonction de l'accès à la propriété.

Mme le Maire.- Oui.

M. DIDERO.- Sur le point n°3, par rapport aux modifications entre les zones à urbaniser et constructibles, la parcelle c'est lorsqu'on descend là où se trouve le rond-point où il y a des travaux, donc sur la gauche ?

Mme le Maire.- Non, c'est à droite, en direction des Arcades.

M. DIDERO.- C'est derrière le camping de la Mérindole ?

Mme le Maire.- En face.

M. SIRAT.- Pour ceux qui connaissent le GR2013 vous êtes en bordure de ce terrain jusqu'à St Blaise..

Mme le Maire.- C'est le GR qui monte à St Blaise, pas le terrain. Sur la gauche vous avez la Mérindole, et c'est sur la droite. Vous irez voir.

S'il n'y a pas d'autre intervention nous passons au vote.

Qui est pour ? La majorité + le groupe de Madame Pepe.

Qui s'abstient ? Le groupe de Monsieur Didero.

Le rapport n°9 est adopté à la majorité + le groupe de Madame Pepe - Abstention du groupe de Monsieur Didero

10) MODIFICATION DES STATUTS DU SYMCRAU : DESIGNATION D'UN MEMBRE TITULAIRE

Rapporteur : M. Michel SANTIAGO (*Lecture du rapport*)

La proposition est de Monsieur Louis Philippe, soit le représentant de la commune comme délégué titulaire.

M. PHILIPPE.- Depuis presque la création du Symcrau je suis cette société qui s'occupe de pérenniser la nappe phréatique de la Crau qui alimente Port de Bouc (*suite du propos inaudible, Monsieur Philippe n'ayant pas pris le micro*).

Mme le Maire.- Une petite précision. Le droit de pompage et le droit d'eau appartiennent à la Commune de Port de Bouc, même si c'est la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui a la compétence à acheminer l'eau, à

l'assainissement, etc. Nous allons faire valoir ce droit pour peser au sein de la Métropole Marseillaise qui va prendre la compétence eau/assainissement, et qui risquerait de nous changer nos choix là aussi, comme elle a transgressé nos choix à propos de la TEOM. S'ils avaient quelques velléités à vouloir privatiser comme c'est le cas dans de nombreuses communes nous entourant, puisque nous sommes les seules communes : Martigues, Port de Bouc, St Mitre, et un service communal à Aix, donc ultra minoritaires ; à Aix je crois qu'ils ont une quarantaine ou une cinquantaine d'élus, plus les 7 élus de la CAPM, ce n'est pas énorme, 24 voix sur 240, ça fait 10 %. Ca n'a rien à voir, je ferme la parenthèse.

Nous allons donc nous prononcer sur la possibilité que Louis Philippe nous représente encore sur le Symcrau pour bien veiller à la nappe phréatique.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°10 est adopté à l'unanimité

11) PROLONGATION DE LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES PORTS DE PLAISANCE, DE PECHE ET DE SERVICES DONT LA HALLE A MAREE PAR VOIE D'AFFERMAGE

Rapporteur : M. Louis PHILIPPE (*Lecture du rapport*)

M. PINET.- C'est probablement une remarque technique sur cette prolongation de délégation. Vous demandez, dans l'intérêt de la commune, de prolonger d'une durée probablement compatible de la convention initiale la durée de la convention, mais est-ce que ce n'est pas tout simplement parce qu'on s'y prend trop tard qu'on est obligé de prolonger la délégation ?

Mme le Maire.- On s'y prend trop tard oui et non. Oui, parce qu'on aurait pu le demander avant, mais non parce que c'est un vœu important dans des moments aussi troublés qu'en ce moment de ne pas avoir à relancer un marché alors que ce qui

nous intéresse ce n'est pas un marché mais une Délégation de Service Public.

Je vous dis cela parce qu'on devient très attractifs. Le Grand Port Maritime de Marseille n'a plus beaucoup de foncier, et des grands groupes comme Veolia, comme Colas, etc. commencent à se dire qu'il y a du foncier, qu'il y a peut-être des choses à faire. Mais ce qui nous intéresse c'est d'avoir une Délégation de Service Public avec des objectifs bien précis. Et aujourd'hui l'installation du chantier de réparation et de maintenance navale avance ; lorsque vous passez vous pouvez commencer à observer les travaux. Nous sommes en train de développer avec notre port des relations de plus en plus resserrées avec les plaisanciers, avec la station d'avitaillement, conservons ce rythme-là et voyons comment les choses vont se dérouler après les élections régionales, de façon à pouvoir avancer.

Voilà la proposition qui vous est faite, vous êtes tout à fait susceptibles de ne pas vouloir l'accepter, mais ce serait bien.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ?

M. DIDERO.- La première question que je voulais poser était la même que celle de Monsieur Pinet, pourquoi une prolongation, pourquoi à cette date-là et pourquoi pas une anticipation par exemple l'année dernière.

Par rapport à la notion de conditions optimales de sérénité, je n'arrive pas bien à comprendre le propos même si j'arrive à comprendre les termes qui sont écrits, puisque concernant l'attractivité de la ville ce n'est pas la première année que la ville est attractive, il me semble qu'elle l'est de plus en plus depuis quelques années...

Mme le Maire.- Merci.

M. DIDERO.- Et je pense que les appétits de grandes entreprises ou de capitalistes ne ce sont pas aiguisés depuis quelques mois, je pense que ça a toujours existé.

Mme le Maire.- Non, pas chez nous.

M. DIDERO.- Vous défendez les principes de Délégation de Service Public pour éviter que ça ne tombe dans une marchandisation extrême, je vous rejoins là-dessus, néanmoins, au-delà de la notion de Délégation de Service public il y a une question qui se pose qui est une meilleure exploitation au sens positif du terme, de notre patrimoine, par exemple la halle à marée ; parce qu'on a l'impression, même si les efforts sont faits au niveau du port, etc. c'est indéniable, qu'on n'exploite pas comme il se devrait le potentiel énorme qu'a Port de Bouc par rapport à d'autres communes.

Mme le Maire.- C'est votre avis, je l'entends. Il y a différentes choses dans ce que vous dites.

D'abord je vous remercie de reconnaître que la ville est de plus en plus attractive, ce ne fut pas le cas pendant longtemps puisqu'il était réservé un endroit pour l'édification d'un hôtel, et pendant fort longtemps, j'étais jeune élue, il y avait déjà une équipe d'opposition qui nous dénigrait parce qu'aucun hôtel ne s'édifiait. C'était le projet qui provenait de l'équipe René Rieublou, on était avec l'équipe Michel Vaxès, et on avait des difficultés à trouver un hôtel qui veuille s'implanter chez nous. Ces derniers temps nous avons eu le choix de l'hôtel que nous voulions implanter, en Conseil Municipal nous avons fait le choix de celui qui se conformerait à la ligne architecturale du centre-ville, et dans la possibilité de continuer à travailler à un tourisme familial et accessible tout en gardant la qualité.

Aujourd'hui je dois vous dire que même si l'attractivité nous fait plaisir, elle n'est pas sans arrière-pensée financière à outrance sous forme de requins qui viennent de la Finance. Si la municipalité de Port de Bouc avec son budget contraint a acquis les terrains de ex Azur Chimie ce n'est pas par plaisir, c'était par autoprotection, parce que ces requins de la Finance ne venaient pas pour développer l'économie dans notre territoire, mais venaient nous dire *vous avez des terrains pollués, si vous accueillez les boues de dragage du port de Barcelone et de Gène*. Ces personnes ne nous intéressent pas. Par contre l'installation d'un B&B chez nous c'est intéressant.

Quant à l'installation du chantier naval d'entretien et de réparation, vous avez suivi l'actualité comme nous, les élus de la majorité, je l'espère, vous avez remarqué que ça a été très compliqué parce que nous sommes allés chercher des financements auprès de l'Europe et ça va continuer après, vous avez le voir dans les prochains rapports que nous allons voter. L'Europe ne finance pas comme cela, d'abord il faut être attractif, ensuite il faut avoir un projet solide, et il faut y aller au moment opportun. Mais ça nous a pris un certain temps, il y a eu aussi du retard. L'installation du chantier naval de réparation et de maintenance, portée par une Commune et son fermier, n'a pas été simple.

Donc très honnêtement, là aussi je vous mets en garde face à des analyses globales à l'emporte-pièce ; que le capitalisme soit sauvage, ok, mais ce n'est pas vrai que les grands requins de la Finance regardent Port de Bouc avec avidité. Aujourd'hui il faut savoir que sur Marseille il n'y a plus de foncier, il faut savoir que sur les terrains du Grand Port Maritime de Fos c'est la mégalomanie, donc il faut des grandes surfaces. Lorsqu'on a un projet d'envergure de moyenne

ou de petite surface on n'a plus grand-chose. C'est donc le moment pour nous d'avancer comme on l'a toujours fait à Port de Bouc, sereinement, en ayant une stratégie globale à moyen et long terme, avec le désir de créer de l'emploi et non pas d'enrichir ceux qui viendraient. Je vous renvoie à mon intervention sur le CICE, pour entretenir des relations de façon à créer des propositions concrètes avec nos commerçants, nos artisans, nos très petites entreprises, PME et PMI, mais pas pour enrichir les requins de la Finance. Port de Bouc a été mise hors AGCS à l'époque, nous avons réaffirmé notre désir d'avoir des précisions sur le TAFTA, et avant d'en avoir de se mettre hors pour se protéger. Donc il est hors de question de livrer Port de Bouc à n'importe quoi. Après, chacun son point de vue politique, nous ne sommes pas là pour se convaincre.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ?

M. GIANNANTONI.- Madame le Maire, vous ne vous êtes pas prononcée par rapport à la halle à marée, on vous a posé la question.

Mme le Maire.- Pardon. Pour l'instant, malheureusement il ne vous a pas échappé que nous avons dans le meilleur des cas trois chalutiers qui sortent, qui pêchent, et qui de toute façon ne vendent pas ici. C'est donc impossible aujourd'hui de réintroduire une activité de criée. A l'époque où la Mairie s'est substituée au monde économique pour créer une criée il y avait parfois jusqu'à 23 ou 24 chalutiers, il y avait matière à vendre le poisson blanc et bleu, quoi que les deux étaient déjà dans des marchés et sous conditionnement différents. Mais aujourd'hui, très honnêtement ce n'est pas possible. Si nous évoquons en lui-même étant donné qu'il est propriété de la municipalité, bien évidemment.

Une information de travail puisque rien n'est fait, tout se construit, nous avons l'envie d'utiliser ce bâtiment

aujourd'hui parce qu'il a besoin de rénovation, comme une maison du projet de notre grand projet national de rénovation urbaine, de façon à créer un endroit central dans la commune dans lequel on puisse venir parler des projets, on puisse échanger, on puisse créer des groupes de travail, des réunions, au service du développement de la commune. Ca va être l'objet des différents rapports qui vont venir après. Pour cela nous avons besoin de chercher des subventions, des moyens de pouvoir intervenir sur la bâtisse, car en l'état actuel elle n'est pas accessible aux personnes handicapées, et elle n'est pas aux normes. Dans l'amphithéâtre il n'y a qu'un escalier en colimaçon pour en partir, à moins de passer par le rail où on présentait les poissons en cas de problème, mais ce n'est plus très adapté. Donc il faut faire des travaux pour réutiliser ce lieu.

En ce qui concerne les idées pour le réutiliser je vous prie de croire que notre fermier en a, que l'office du tourisme et tout son personnel également, que les élus dans toute la majorité en ont, j'imagine que vous en avez aussi, la population nous a formulé beaucoup de propositions. Donc une fois que nous aurons les moyens de le mettre aux normes nous aurons la capacité à.

Par contre nous ne souhaitons pas installer sur ce lieu une entreprise à la façon par exemple de Willemse qui vit dans une ex école, qui après n'est plus propriété de la Ville car nous sommes en cœur de ville, et il y a aussi l'association Promomer qui a de grandes propositions, etc. Donc si vous cherchez le nombre de partenaires qui ont des propositions à formuler sur la criée je crois que je ne suis même pas exhaustive dans l'exposé que je viens de vous faire.

Quant à le réutiliser c'est clair, c'est net, nous allons le faire, nous cherchons les moyens de le réhabiliter.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité.

Qui s'abstient ? Le groupe de Madame Pepe.

Qui est contre ? Le groupe de Monsieur Didero.

Le rapport n°11 est adopté à la majorité - Abstention du groupe de Madame Pepe - Contre le groupe de Monsieur Didero

12) PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN : DEMANDES DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Mme le Maire (*Lecture du rapport*)

Appel à projet : « Quartier de gare en PACA » : en un mot, c'est positionné notre gare de centre-ville de Port de Bouc en un pôle d'échange à partie entière, à savoir multimodal : le fer, l'installation du futur BHSN, les études sont lancées par le SMECTU, et pouvoir développer également des modes doux, etc. donc développer la gare du centre-ville de Port de Bouc comme un grand pôle d'échange de notre territoire.

Appel à projet : « collectivités lauréates agir pour l'énergie » : (*Lecture du rapport*)

Vous imaginez-là comment, à un moment donné, trouver d'autres moyens d'énergie que l'électricité ; nous avons beaucoup de vent, nous avons la force de la marée, etc. Au-delà des démolitions que nous ferons avec le Projet National de Rénovation Urbaine nous avons à rénover les bâtiments qui, aujourd'hui, sont soumis au vent, à l'air salé, qui vieillissent, et dont la construction est ancienne, et qui aujourd'hui ont besoin d'une performance énergétique améliorée, chose que l'on demande dans les nouvelles constructions, c'est donc les remettre à niveau.

Appel à projet : « Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 (PI8a) » : (*Lecture du rapport*)

C'est ce que l'on disait la dernière fois, lier tout le programme de travaux, et donc le travail que cela va générer, avec le fait que les premiers bénéficiaires soient aussi ceux qui sont employés par les entreprises qui vont intervenir, avec un programme opérationnel.

Appel à projet : « Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 (PI9a) » : (*Lecture du rapport*)

Appel à manifestations d'intérêt pour le Programme d'Investissement d'Avenir : (Villes et territoires Durables (programme 414) » : (*Lecture du rapport*)

Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°12 est adopté à l'unanimité

13) AGENDA D'ACCESSIBILITE, VOIRIE, TRANSPORT ET BATIMENTS COMMUNAUX : DEMANDE DE DEROGATION

Rapporteur : M. Patrick GUIRAMAND (*Lecture du rapport*)

La loi prévoit l'accessibilité aux bâtiments communaux pour laquelle l'échéancier de réalisation des travaux est le suivant :

Pour 2016, 407 000 euros,

Pour 2017 374 000 euros,

Pour 2018 209 000 euros,

Pour 2019 576 600.00 euros,

Pour 2020 391 000 euros.

Total 1 957 600.00 euros.

En intégrant les dépenses 2015 la Commune a déjà réalisé plus de 3.000.000.00 d'euros ces dix dernières années en direction de l'accessibilité aux bâtiments et voiries. Merci.

Mme le Maire.- Merci pour ce rapport précis.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Mme PEPE.- Peut-on connaître le prochain lieu des travaux ?

Mme le Maire.- Comme vient de le dire Monsieur Guiramand, on a vraiment besoin d'obtenir déjà cette dérogation. Ensuite, si on a provisionné ces sommes-là c'est que nous sommes en capacité de travailler. On vient de terminer la maison de service au public, quel est celui que l'on pourrait démarrer le plus tôt en 2016 ?

M. SIMITSIDIS.- En 2016 on verra quand on votera le budget en fonction des réponses que nous allons avoir. On va avoir la salle des fêtes, tout ce qui va la toucher comme le théâtre, les lieux où il y a le plus de public. C'est aussi en fonction des montants. Même si nous avons eu ce résultat d'étude il faut essayer de voir si nous n'avons pas d'autres solutions pour faire baisser les coûts. Il y a aussi un peu l'ANRU dont on peut parler, selon les bâtiments qui pourraient être intégrés. En 2016 nous aurons plus d'éléments au budget pour vous dire exactement les choses. En général on a priorisé les bâtiments qui accueillent du public.

Mme le Maire.- Ce qui est très injuste c'est que par exemple à l'époque, votre institution « La Poste » ne voulait pas investir dans l'accessibilité ; un long travail a été mené par la municipalité pour essayer de, et ils n'ont accepté de travailler que sur la porte d'entrée, tout le reste a été à la charge de la Commune, ce qui nous a fait prendre un peu de

retard. Mais cela dit, nous ne sommes pas une Commune à part des autres, certaines Communes ont beaucoup plus de moyens financiers donc ont beaucoup plus réalisé, c'est vrai, mais beaucoup de Communes demandent cette dérogation parce qu'à l'origine nous devions être accompagnés, au final, comme d'habitude, très peu. Donc petit bout par petit bout nous essayons d'avancer, dès qu'il y a des travaux à faire nous essayons chaque fois de les adapter pour l'accessibilité.

Mme PEPE.- Il me semble que les commerçants devaient faire la même chose ?

Mme le Maire.- Oui, ils font aussi des demandes de dérogation. Ce n'est pas évident. De toute façon la loi le prévoit ce qui veut dire qu'elle a pris la mesure de l'impossibilité.

(Propos simultanés, brouhaha)

Mme le Maire.- C'est un grand sujet, c'est-à-dire que si c'est vraiment une priorité nationale il faut se doter des moyens pour le faire.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°13 est adopté à l'unanimité

14) CONVENTION D'ADHESION AUX SECRETARIATS DU COMITE MEDICAL ET DE LA COMMISSION DE REFORME PLACES AUPRES DU CDG13

Rapporteur : Mme Dominique LACHAUD (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°14 est adopté à l'unanimité

15) DEMANDE D'AGREMENT DU TITRE D'ORGANISME AUTORISE A ENGAGER DES JEUNES VOLONTAIRES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « SERVICE CIVIQUE »

Rapporteur : M. Boulenouar SIRAT (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. DIDERO.- Lorsque vous allez faire le recrutement de ces jeunes est-ce que vous envisagez de prendre des jeunes de chaque quartier, est-ce que c'est un critère géographique ou pas ?

Mme le Maire.- Il faut déjà que les jeunes soient éligibles au dispositif, et qu'ils aient envie de faire un service civique. Lorsque nous aurons la liste qui nous sera transmise, je pense par la mission locale, un travail se mettra en place. En fonction des volontaires nous veillerons, comme d'habitude, à créer des équilibres.

M. SIRAT.- Pour donner un cas spécifique, le centre social s'occupe des jeunes qui n'ont pas pu être pris dans l'année supplémentaire d'études pour rester dans son niveau. On va essayer de le faire à ce stade-là avec l'appui du centre social Tichadou.

M. DIDERO.- Ce que l'on peut espérer par ce genre de dispositif c'est que cela leur permette d'acquérir une expérience, surtout une pérennisation. Parce que le souci de ce genre de dispositif c'est que l'on met le pied à l'étrier de certains jeunes et à la fin du dispositif on a l'impression qu'ils sont comme relâchés dans la nature, et ça peut créer des déceptions au niveau des personnes concernées.

Mme le Maire.- Je pense que c'est la raison pour laquelle il faut bien expliquer le dispositif parce que ça n'a rien à voir avec l'emploi. C'est un service civique, l'idée c'est de développer la citoyenneté du jeune en lui montrant véritablement comment fonctionnent les institutions, une ville, les lieux de travail, les associations, etc. Vous confondez peut-être avec les emplois d'avenir qui sont plus centrés sur le pied à l'étrier de l'emploi. On va dire qu'entre le système éducatif et l'emploi il y a d'abord le service civique et ensuite l'emploi d'avenir, si je peux me permettre. Ce n'est pas du tout l'accessibilité à l'emploi, l'emploi d'avenir est destiné à des jeunes qui ont parfois du mal à pouvoir continuer leurs études parce que c'est une charge financière pour les parents, et peut-être aussi pour retrouver une motivation à avoir un diplôme qualifiant et en prise avec le marché du travail. Ils ne sont pas non plus destinés à être pérennisés puisque l'objectif est de pouvoir soutenir un jeune jusqu'à trois ans. Parfois on peut se mettre dans une démarche de licence professionnelle, ou d'un bac PRO, etc. L'idée c'est de permettre à ce jeune de pouvoir valoriser de l'expérience professionnelle sur un CV ; mais par la même occasion un temps est réservé pour aller vers une qualification et un diplôme.

Là c'est le service civique.

Mme PEPE.- C'est bien d'avoir des volontaires qui veuillent bien faire ce service. Par contre au niveau des rémunérations je sais qu'ils gagnent moins, c'est autour de 500 à 600 euros. La charge est à l'Etat ou à vous ?

Mme CHAGNARD-PEILLARD.- Revient à la Ville ce qu'on appelle le panier, un complément pour les frais de repas, et le fait de payer le tuteur.

Mme le Maire.- Ca va nous faire environ un quart de la rémunération. Ce n'est pas du tout rémunérateur, je ne pense pas que ça se bouscule au portillon.

M. SIRAT.- C'est pratiquement gratuit, je crois que le centre social va payer 8 euros/mois pour ces jeunes.

Mme le Maire.- Ce n'est pas pareil. Là c'est municipal.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*)

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°15 est adopté à l'unanimité

16) FINANCEMENT DE LA RESTAURATION DE L'ŒUVRE DE JEAN AMBLARD

« LA COULEE AU FOUR MARTIN »

Rapporteur : M. Patrice CHAPELLE (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Ce n'est pas forcément TTC comme nous l'entendons, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de TVA, ça s'appelle « toutes dépenses confondues », c'est une autre forme de taxe.

C'est un exemple où on prévoit, ensuite on se bat pour aller le plus loin possible. Il nous manque une conseillère municipale pour débattre de la question puisqu'elle nous aurait donné le change de façon passionnée. L'idée que nous poursuivions de le faire inscrire paraissait impossible, nous l'avons obtenu, et cela nous permet d'obtenir des subventions à un niveau nettement supérieur pour une dépense nettement inférieure. C'est toujours bon à prendre.

Mme PEPE.- Ca reste une demande de subvention ?

Mme le Maire.- Oui, comme nous y avons droit il faut la demander.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°16 est adopté à l'unanimité

17) MISE A LA REFORME DE VEHICULES MUNICIPAUX

Rapporteur : Mme DI CESARE Stéphanie (*Lecture du rapport*)

M. BERNEX.- J'ai une association, l'association de St Vincent, qui a besoin de véhicules du genre Berlingo ou Traffic, est-ce qu'ils peuvent encore rouler ou pas ?

Mme le Maire.- Ils sont à la réforme. En général c'est pour l'humanitaire, ils sont destinés à d'autres pays qui n'ont pas les mêmes normes parce qu'ils ne passent plus au contrôle technique en France. Rapprochez-vous de Madame la conseillère départementale, il y a peut-être des dossiers à monter pour un véhicule qui soit fiable. Les bénévoles sont dignes de beaucoup de respect, vous le pensez, vous le partagez, donc il vaut mieux leur mettre entre les mains un véhicule fiable.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°17 est adopté à l'unanimité

18) TRAITEMENT AERIEN CONTRE LA CHENILLE PROCESSIONNAIRE DU PIN (CAMPAGNE 2015)

Rapporteur : M. Marc DEPAGNE (*Lecture du rapport*)

Je rappelle à tout un chacun que le traitement que subissent les chenilles c'est une enzyme qu'elles ingèrent et qui bloque leur digestion. C'est juste pour vous dire que seules les chenilles processionnaires sont concernées par les dégâts occasionnés, nous, êtres humains, n'avons rien à craindre.

Mme le Maire.- Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°18 est adopté à l'unanimité

19) AVENANT A LA CONVENTION « PRESTATION DE SERVICE UNIQUE »

Rapporteur : M. Marc DEPAGNE (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Nous avons déjà longuement parlé de la PSU.

Y a-t-il des demandes de précision ? (Aucune demande n'est formulée).

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°19 est adopté à l'unanimité

20) PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE

Rapporteur : Mme Monique MALARET (*Lecture du rapport*)

La consultation conduite durant l'année 2014 a permis de construire un PEDT qui définit 5 objectifs éducatifs généraux, discutés et arrêtés par l'ensemble des membres de la communauté éducative locale.

Objectif 1 : prévenir et lutter contre le décrochage scolaire,

Objectif 2 : développer des activités artistiques et culturelles par la pratique et la participation à des initiatives culturelles et artistiques,

Objectif 3 : développer des pratiques sportives et de loisirs,

Objectif 4 : développer des activités liées à la citoyenneté et à la laïcité,

Objectif 5 : conforter les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités dans le respect et le soutien.

Mme le Maire.- Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Mme PEPE.- Si j'ai bien compris quand je lis le projet, le Contrat Ville va aussi rentrer partenaire. J'ai vu les coups de pouce dans la Politique de la Ville, par rapport au projet on revoit les coups de pouce. Vous allez développer cela juste dans les écoles ou là où il y a des besoins ?

Mme le Maire.- Je partage votre avis. Je vous disais tout à l'heure que la Politique de la Ville c'est la politique de notre ville, que nous n'écartons personne, on essaie en tout cas de rassembler tout le monde sur le même chemin en fonction de sa réalité et de ses besoins. Le Projet Educatif de Territoire ne rentre pas dans le cadre de la Politique de la Ville puisqu'il est à l'échelle de toute la ville pour toutes les personnes, en tout cas pour tous les enfants et leurs familles, y compris peut-être les grands-parents puisque dans la communauté éducative il y a aussi les grands-parents. C'est un projet écrit qui nous a été demandé par l'inspection académique dès lors que l'on installe la réforme des rythmes scolaires par décret. En installant les TAP il nous faut installer un Projet Educatif de Territoire. Le projet coup de pouce ne rentre pas dans le temps des TAP, il est dans le temps du soutien scolaire, c'est un soutien périscolaire ciblé. Tandis que tous les enfants peuvent s'inscrire au TAP.

Mme PEPE.- C'est parce que j'ai retrouvé aussi le projet périscolaire.

Mme le Maire.- Ce n'était pas du tout une question stupide. C'est pour cela que nous, les maires, demandons de garder la main sur le pilotage en proximité. Pour revenir à ce

que disait Monsieur Didero, il a souvent été dit qu'il y avait un millefeuille, un empilement complètement inconséquent des différentes politiques publiques ; non, si le pilote à l'échelle de la ville a une certaine cohérence. La mise en place de qualité de tous ces dispositifs est délicate.

Dernièrement ça a été très compliqué pour nous de nous articuler avec l'Education Nationale -mon ancienne maison- pour mettre en place les ABC, parce que c'est l'Education Nationale qui doit des heures aux enfants en difficulté détectés dans les classes. Ce sont les enseignants qui prennent ces enfants-là, mais ce n'est pas prévu dans le temps scolaire, c'est prévu après le temps scolaire. Merci la réforme ! En respectant une pause méridienne d'une heure trente. On nous parle d'un millefeuille, mais il n'est pas voulu, il est organisé, et s'il est mal organisé...

C'est donc une question de politique de proximité. Là c'est le Projet Educatif de Territoire à l'échelle de toute la commune, sans exclusion.

On retrouve une cohérence mais ce ne sont pas les mêmes dispositifs.

Mme PEPE.- Est-ce que nous avons plus d'inscrits pour les TAP par rapport à la rentrée dernière ?

Mme le Maire.- Oui, ça monte en pression, nous avons environ 1 000 enfants l'année dernière, je crois que nous sommes à 1 200 cette année.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°20 est adopté à l'unanimité

21) SUPPRESSION DE L'EXONERATION DE LA TAXE FONCIERE POUR LE GPMM A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2016

Rapporteur : Mme Rosalba CERBONI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Y a-t-il des remarques à formuler ?

M. DIDERO.- J'abonde cent pour cent dans votre sens. Il est vrai qu'à l'époque du Général de Gaulle l'exonération était peut-être justifiée, puisqu'à l'époque les ports autonomes étaient sensés développer de grandes régions industrielles..

M. DEPAGNE.- C'était sous l'occupation l'exonération.

M. DIDERO.- Du coup aujourd'hui les Grands Ports Maritimes n'ont plus la même vocation, et quand il s'agit de faire payer des redevances ou autres à des personnes qui occupent leur terrain, comme les Berges du Canal, ils ne se gênent pas, donc à nous de ne pas nous gêner, de récupérer de l'argent, et il est logique qu'ils contribuent aussi à l'effort des finances publiques.

Mme le Maire.- Comme d'habitude, vous êtes un peu sur le fil du rasoir, vous retombez bien sur vos pieds. Je suis d'accord avec votre conclusion mais votre introduction ne me va pas. Monsieur Depagne le précise, je ne sais pas quelle est la légitimité pour l'aménageur qui installe de ne pas payer de taxe foncière, nous-mêmes, la municipalité, nous devons en payer pour nos bâtiments.

Le contexte historique c'était sous l'occupation, le gouvernement qui a accepté l'occupation par les Allemands. On est d'accord ou pas, je ne le suis pas. Vous citez le Général de Gaulle..

M. DIDERO.- Par la suite.

Mme le Maire.- Je vous laisse vous débrouiller dans vote famille, mais dès le départ j'ai trouvé que ce n'était pas une famille politique.

Cela dit, quelle que soit la personne et son courant politique qui met une mesure en place, on a le droit de dire si on est d'accord ou pas. C'est vrai que le Général de Gaulle aurait peut-être pu enlever cela. En tout cas comme pour la loi NOTRe, ça commence avec Sarkozy, ça continue avec Hollande, la ville de Port de Bouc est contre depuis le début, et là c'est pareil. Donc puisque c'est possible, et j'abonde à votre conclusion, faisons-le.

Mme PEPE.- Nous allons voter chaque année ?

Mme le Maire.- Non, tous les trois ans.

Mme PEPE.- Est-ce qu'ils ont payé la dernière ou pas ?

Mme le Maire.- Oui, ils ont été obligés.

Mme PEPE.- Ils avaient fait appel ?

Mme le Maire.- Oui, ça n'a pas marché.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°21 est adopté à l'unanimité

22) CESSIONS PAR LA COMMUNE DE TERRAINS COMMUNAUX SIS LES BERGES DU CANAL

Rapporteur : Mme Béatrice GIOVANELLI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- On corrigera parce qu'il manque le mot « par » à un endroit, il manque un « r », etc. puisque c'est le corps de la délibération qui doit partir en préfecture pour le contrôle de la légalité.

Je vous propose d'intervenir si vous le souhaitez.

M. DIDERO.- Sur le principe mon groupe a toujours eu le même positionnement qui rejoint le vôtre sur le fait qu'il faut mettre fin à ce côté quelque part précaire et temporaire, nous

sommes d'accord. Toutefois, là on va s'opposer à cette délibération pour les raisons suivantes : lorsque vous précisez que la valeur vénale des terrains est estimée en deçà du marché immobilier, et que de ce fait il y a une interdiction de revendre dans un délai de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique, on considère que compte tenu de l'état du quartier et des terrains...

Mme le Maire.- On peut considérer ce que l'on veut, c'est écrit.

M. DIDERO.- Si vous me le permettez je m'exprime. De ce fait, cette clause-là qui empêche la revente dans un délai de 5 ans, on considère que c'est tout simplement un abus de droit. C'est notre point de vue.

Mme le Maire.- Cela doit faire dix fois que vous dites « mon point de vue », et cela doit faire dix fois que je vous répète que ce n'est ni votre point de vue, ni notre point de vue, c'est l'accord qui a été signé avec le Grand Port pour qu'enfin ils lâchent. Je ne vais pas vous le dire en français, en espagnol, en anglais, je ne sais plus comment vous le dire. On en a beaucoup parlé, et malheureusement j'étais dans l'incapacité de pouvoir donner le terrain aux habitants, c'était impossible. Ca m'aurait plu, depuis 40 ans qu'ils versent des loyers, etc. on aurait pu considérer que c'était possible comme parfois dans des locations/ventes, mais ce n'est pas possible, la loi ne nous l'a pas permis. Vous vous doutez bien quand même que nous avons essayé jusqu'au bout de défendre les intérêts de nos habitants sur leur demande, que ce soit Monsieur Rieubon, que ce soit Monsieur Vaxès, que ce soit moi-même.

Maintenant, bien évidemment vous êtes l'opposition, vous ne voulez pas y croire, je vous comprends. Cela dit, ça suffit de travestir la vérité.

M. BERNEX.- Non...

Mme le Maire.- Il est impossible de travestir la vérité. Nous en avons débattu la dernière fois, aujourd'hui je vous dis qu'il faut rédiger la délibération. Comme nous nous étions engagés à faire en sorte de répondre à chacun des problèmes qui allait se présenter, les problèmes se présentent, et par transparence et délibération avec contrôle de la légalité, nous rappelons qu'il est possible pour nous d'agir dans ce sens-là et nous le faisons. Maintenant nous faisons avancer les dossiers. Après nous suivent ceux qui en ont envie pour que ce dossier soit enfin clôturé.

M. PHILIPPE.- Je ne pense pas que les acheteurs se plaignent de cette procédure.

Mme le Maire.- C'est effectivement à leur demande. Et nous nous y sommes engagés, c'est-à-dire qu'il faut essayer de répondre aux besoins de chacun sans faire miroiter l'impossible. Après nous prenons le parti de dire la vérité et la réalité, ensuite il y a ce que l'on souhaite et ce que l'on aimerait, et très honnêtement qui n'aurait pas envie de pouvoir avoir un terrain par location/vente, mais ce n'était pas le contrat qui était passé avec le Port. Ils ne voulaient même pas le leur céder, et nous en sommes arrivés là. Je m'en félicite parce que je craignais de ne jamais pouvoir y arriver, qu'un jour on leur demande de démolir et qu'on ne puisse rien faire. Donc à un moment donné mesurons un peu à quel point c'était compliqué, et malheureusement, je dois le dire comme cela, réfléchissons en citoyens éclairés et responsables. La municipalité a dégagé un financement de son budget, on a fait un programme d'emprunt pour racheter le foncier, et l'objectif était de le revendre. L'objectif est aussi d'améliorer le quartier et nous nous tiendrons à ce que nous disons. Jamais de promesses non tenues,

toujours des mots, même s'ils ne sont pas ceux qui font rêver, mais des mots suivis d'effet.

Je suis ce dossier avec beaucoup de cœur et d'envie que les choses avancent. Quand on a beaucoup de cœur on ne fait pas miroiter ce qui n'existera jamais, parce que la déception est très grande, c'est très difficile quand on pense pouvoir avoir et que c'est impossible à avoir. Après chacun sa conception.

Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune demande n'est formulée*).

Qui est pour ? La majorité + le groupe de Madame Pepe.

Qui est contre ? Le groupe de Monsieur Didero.

Merci de votre vote.

Le rapport n°22 est adopté à la majorité + le groupe de Madame Pepe - Contre le groupe de Monsieur Didero.

23) DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES DE LA FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL ET AUPRES DE L'ETAT : RENFORCEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DU STADE VELODROME

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA (*Lecture du rapport*)

Juste une explication, c'est grâce à l'Euro 2016, la Fédération Française de football finance des projets sur les installations dont l'éclairage des stades. Nous voulons renforcer cet éclairage, et la Fédération Française de football n'exige pas l'exclusivité de la pratique du foot pour investir, c'est tout à son honneur, car le stade est utilisé par le rugby, la foulée Port de Boucaine, et le vélo club. Cela nous permet de continuer à améliorer les installations après la réfection de la pelouse qui va ouvrir le 25 octobre.

Mme le Maire.- Y a-t-il des demandes d'intervention ? (*Aucune demande n'est formulée*).

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°23 est adopté à l'unanimité

Questions diverses

Mme le Maire.- Nous clôturons l'ordre du jour du Conseil Municipal par une question diverse. Intervention de Monsieur Sirat.

M. SIRAT.- Madame le Maire, je m'adresse à vous pour mettre en évidence le militantisme et la colère de beaucoup d'élus dont nous faisons partie, se rebellant contre l'impact de la place des dotations de l'Etat sur le tissu économique local, les associations et services à la population. Quelle anomalie quand la France trouve de l'argent pour participer militairement à plusieurs conflits sur la planète, au détriment bien sûr des besoins des collectivités les plus proches du peuple ! Je vous rappelle que le 21 septembre la Journée Internationale de la Paix a été décrétée par l'ONU. Merci.

Mme le Maire.- Le rappel de la sagesse. Quand j'étais jeune il y avait un slogan que nous avons inventé dans notre groupe de citoyens engagés qui était « racine carrée de bombes », diminuons d'une racine carrée les bombes et nous nous construisons des écoles au carré.

Merci de cette parole de sagesse.

Chers collègues, nous levons la séance du Conseil Municipal. Merci de votre participation.

La séance du Conseil Municipal est levée à 20 h 30